

Vers la fin des budgets écrits à l'encre rouge?

English

NOUVELLES FOURNIES PAR

Institut du Québec →

Mar 18, 2015, 06:00 ET

Défis et choix du Québec

MONTRÉAL, le 18 mars 2015 /CNW Telbec/ - « Si certaines conditions sont respectées, le Québec pourrait bientôt choisir d'investir dans des projets de développement --économique ou social -- ou encore d'alléger son fardeau fiscal sans pour autant s'enliser dans une spirale d'endettement, » affirme Raymond Bachand, président de l'Institut du Québec (IdQ). Selon la seconde étude d'IdQ portant sur l'état des finances publiques intitulée *La fin des budgets écrits à l'encre rouge ? Défis et choix du Québec*, des prévisions économiques plus favorables ainsi que le redressement des finances publiques actuellement en cours au Québec amélioreront le portrait des finances publiques. « Le Québec peut maintenant entrevoir la fin des budgets rédigés à l'encre rouge, » déclare Raymond Bachand.

Selon les simulations réalisées à partir des modèles économiques du Conference Board du Canada, le Québec serait à la veille d'entreprendre un virage majeur. Grâce aux surplus budgétaires projetés à partir de 2017, pour une des rares fois de son histoire, le Québec pourrait simultanément maintenir son niveau de services, réduire le poids de son endettement, et dégager une marge de manœuvre qui ouvrira différentes possibilités.

« Si on commence à voir la lumière au bout du tunnel, le gouvernement du Québec n'a toutefois pas encore terminé le redressement nécessaire. Il est indéniable qu'à court terme, l'atteinte de l'objectif de contrôle des dépenses de programmes à 0,7 % en 2015-2016 représentera un défi de taille. Pour leur part, les entreprises devront aussi trouver le moyen de

profiter pleinement de la vigueur de l'économie américaine. Tous les éléments semblent toutefois en place pour y parvenir », précise Robert Gagné, directeur de la recherche de l'Institut du Québec.

À moyen et long terme, le Québec pourra dégager une marge de manœuvre financière à la condition que le gouvernement réussisse à réduire la croissance de ses dépenses en santé de 5,2 % - soit l'augmentation annuelle moyenne des dépenses de soins de santé au Québec depuis dix ans - à 4,2 % de manière pérenne. Il s'agirait ainsi d'un tournant historique qui permettrait au Québec de prendre un nouvel essor.

Les surplus budgétaires projetés à partir de 2017 pourraient être utilisés de différentes façons. Trois simulations ont été réalisées grâce au modèle économique du Conference Board du Canada afin d'illustrer l'impact à long terme de ces options sur les finances de l'État:

1. Si la totalité (100 %) des surplus était allouée à la réduction de la dette;
2. Si une partie des surplus était allouée à de nouveaux projets de développement qui vont d'une valeur de 100 M\$ en 2019 à 900 M\$ en 2025 et le reste à la réduction de la dette;
3. Si la totalité (100 %) des surplus était allouée à la réduction du fardeau fiscal.

Dans les deux premiers scénarios, la dette nette passerait de plus de 50 % du PIB en 2015 à près de 30 % du PIB en 2025, la valeur de la dette nette serait légèrement réduite, les paiements annuels d'intérêt sur la dette resteraient sensiblement au même niveau et le fardeau fiscal des ménages et des entreprises se maintiendrait parmi les plus lourds en Amérique du Nord. « Afin de répondre aux enjeux du vieillissement de la population, les investissements dans les nouveaux projets devraient être destinés en priorité à la formation de la main-d'œuvre et à l'éducation, » déclare Mia Homsy, directrice de l'Institut du Québec. « La constitution d'un bassin de main-d'œuvre qualifiée, dont la formation répond aux besoins du marché du travail, s'avère un prérequis nécessaire à une croissance économique soutenue à long terme. ».

Dans le troisième scénario, la dette nette passerait de plus de 50 % du PIB en 2015 à près de 40 % du PIB en 2025, cependant la valeur de la dette nette et les paiements annuels d'intérêt sur la dette continueraient d'augmenter. Il faut toutefois prendre en considération qu'avec un

allègement du fardeau fiscal les ménages verraient leur revenu disponible augmenter et les entreprises leurs coûts de production nets diminuer, ce qui aurait des répercussions positives sur l'activité économique.

Chacune de ces options comporte des avantages et des inconvénients sur le plan économique, mais elles sont toutes réalisables sans hypothéquer la capacité des prochaines générations à prendre leurs propres décisions.

La version intégrale de l'étude est accessible sur le site web de l'Institut du Québec au www.institutduquebec.ca.

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec consacre ses recherches et ses études aux enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

www.institutduquebec.ca.

@InstitutduQC

SOURCE Institut du Québec

Renseignements: Julie Lajoie, conseillère en relations avec les médias, HEC Montréal, Bureau : 514 340-7320, ou cellulaire : 438 823-1328, ou julie.lajoie@hec.ca